La parution de ce procès-verbal est autorisée conditionnellement à la réserve suivante : Le procès-verbal sera approuvé lors de la séance du 7 avril 2025 et signé par le greffier et le maire ou la personne qui présidera cette séance.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE D'ACTON VALE

Procès-verbal d'une séance ordinaire du Conseil de la Ville d'Acton Vale, tenue à l'Hôtel de Ville d'Acton Vale, le 17 mars 2025 à 20 h 00 heures et à laquelle sont présents :

Siège #1 - Yves Arcouette
Siège #2 - Johanne Joannette
Siège #3 - Raymond Bisailon
Siège #4 - Annie Gagnon
Siège #5 - Bruno Lavallée
Siège #6 - Pierrette Lajoie

formant quorum sous la présidence de monsieur le maire Éric Charbonneau. Monsieur Stéphane Chagnon directeur général et madame Claudine Babineau, OMA, greffière, assistent également à cette assemblée.

1 OUVERTURE DE LA SÉANCE

Après vérification du quorum, monsieur le maire déclare la séance ouverte.

2025-03-104

2 - ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le conseiller Bruno Lavallée propose, appuyé par la conseillère Pierrette Lajoie et il est résolu d'accepter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 17 mars 2025, avec les modifications suivantes :

AJOUTER :

8.2 Octroi de contrat de gré à gré - Étude d'évaluation de la sécurité du barrage du Moulin.

18.3 Résolution pour mandater la MRC d'Acton afin d'apporter une modification au règlement de zonage 069-2003 (zones 137 et 138).

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

1 - OUVERTURE DE LA SÉANCE

2 - ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

3.1 - Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 3 mars 2025.

4 - CORRESPONDANCE

4.1 - Projet de loi 93, Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville.

4.2 - Demande de Jeunes en santé.

- 4.3** - Demande de contribution financière pour le 50e anniversaire du RCPEM.
 - 4.4** - Invitation à la 30e dégustation vins et fromages organisée par les Chevaliers de Colomb.
- 5** - CONSEIL
 - 5.1** - Résolution pour autoriser des dépenses effectuées par des conseillers (ères) ainsi que le paiement de ces dépenses.
 - 5.2** - Demande d'exemption des taxes foncières présentée à la Commission municipale du Québec par Ressources-Femmes.
- 6** - RAPPORTS MENSUELS
 - 6.1** - Dépôt du rapport du service incendie
- 7** - RAPPORTS DES DÉPARTEMENTS RELATIVEMENT AUX ACHATS MUNICIPAUX
- 8** - DIRECTION GÉNÉRALE
 - 8.1** - Octroi de contrat de gré à gré - Caractérisation environnementale des sols - route Tétreault.
 - 8.2** - Octroi de contrat de gré à gré - Étude d'évaluation de la sécurité du barrage du Moulin.
- 9** - TRÉSORERIE
- 10** - GREFFE MUNICIPAL
 - 10.1** - Résolution pour autoriser le paiement d'une facture émise par BFL Canada / Protection des élus et C-21.
- 11** - RESSOURCES HUMAINES
 - 11.1** - Résolution pour autoriser madame Vicky Lessard, au nom de la Ville, à présenter une demande de permis pour la vente de boissons alcoolisées à la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec.
- 12** - COUR MUNICIPALE
- 13** - BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE
- 14** - TRAVAUX PUBLICS
 - 14.1** - Octroi de contrat de gré à gré - Fourniture d'une camionnette F-250, année 2025.
- 15** - LOISIRS
 - 15.1** - Résolution pour autoriser une dépense et désigner les signataires du protocole d'entente à intervenir avec le club de Baseball Senior d'Acton Vale, édition 2025.
- 16** - TRAITEMENT ET ÉPURATION DES EAUX USÉES
 - 16.1** - Octroi de contrat de gré à gré - Modernisation du poste de remplissage d'eau potable pour les citernes.
- 17** - INCENDIE
- 18** - AMÉNAGEMENT ET URBANISME
 - 18.1** - Dépôt du procès-verbal du Comité Consultatif d'Urbanisme.
 - 18.2** - Résolution pour mandater la MRC d'Acton afin que soit rédigé un projet de règlement concernant les logements

accessoires autorisés sur le territoire de la Ville d'Acton Vale.

18.3 - Résolution pour mandater la MRC d'Acton afin d'apporter une modification au règlement de zonage 069-2003 (zones 137 et 138).

19 - VARIA

19.1 - Vote de félicitations à madame Lise Desmarais-Trahan et aux membres organisateurs du club Lions

20 - PÉRIODE DE QUESTIONS

21 - CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

3 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

2025-03-105

3.1 - Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 3 mars 2025.

Chaque membre du Conseil ayant reçu le procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 3 mars 2025 au moins vingt-quatre heures avant cette séance, la greffière est dispensée d'en faire la lecture (art. 333, LCV);

Le conseiller Raymond Bisailon propose, appuyé par le conseiller Yves Arcouette et il est résolu d'accepter le procès-verbal de la séance ordinaire du 3 mars 2025, tel que rédigé par la greffière, avec la modification suivante:

De modifier la résolution 2025-03-099 pour y lire:

Attendu que des soumissions sur invitation ont été ouvertes le 27 février 2025 à 10 h à l'Hôtel de Ville, quant à la fourniture d'un chariot élévateur électrique;

Attendu que TROIS (3) fournisseurs ont été invités à soumissionner et que la Ville a reçu UNE (1) soumission;

En conséquence, la conseillère Johanne Joannette propose, appuyée par le conseiller Raymond Bisailon et il est résolu :

D'autoriser une dépense de l'ordre de 41 995 \$, plus taxes, ainsi que son paiement, pour la fourniture d'un chariot élévateur électrique;

D'adjuger le contrat au plus bas soumissionnaire conforme soit : Techlift en vertu des prix unitaires prévus dans sa soumission du 27 février 2025;

*De financer cette dépense à même le fonds de roulement et de le rembourser sur une **période de 5 ans, au lieu de 10 ans.***

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

4 - CORRESPONDANCE

2025-03-106

4.1 - Projet de loi 93, Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville.

Attendu que le projet de loi n° 93, Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville, a été présenté à l'Assemblée

nationale du Québec le 27 février dernier par la ministre des Ressources naturelles et des Forêts, Mme Maïté Blanchette Vézina ;

Attendu que le projet de loi a pour objectif de forcer le transfert à l'État d'un terrain appartenant à la Ville de Blainville afin de permettre un projet d'aménagement et d'exploitation d'une sixième cellule d'enfouissement de matières dangereuses par l'entreprise Stablex ;

Attendu que le 22 septembre 2023, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) considère le projet comme étant prématuré et recommande au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, M. Benoît Charrette, de ne pas l'autoriser en l'absence d'un portrait complet sur les matières dangereuses résiduelles au Québec ;

Attendu que la Ville de Blainville, la MRC de Thérèse-De Blainville, la CMM, l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités s'opposent fermement à la réalisation du projet sur le terrain visé par le projet de loi ;

Attendu que le projet de loi prévoit qu'aucune norme édictée par la Ville de Blainville, par la MRC de Thérèse-De Blainville ou par la CMM en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'utilisation du sol ou de construction ne sera applicable à Stablex pour son projet et pour toute autre intervention accessoire nécessaire à ce projet ;

Attendu que le projet de loi constitue une atteinte sérieuse à l'autonomie municipale en matière d'aménagement du territoire et que son adoption constituerait un dangereux précédent ;

En conséquence, la conseillère Pierrette Lajoie propose, appuyée par le conseiller Bruno Lavallée et il est résolu :

Que la Ville d'Acton Vale:

- appuie la Ville de Blainville dans ce dossier;
- exprime son désaccord en regard du projet de loi n° 93, Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville;
- réitère que les municipalités sont des gouvernements de proximité et demande au gouvernement du Québec de respecter leurs compétences en aménagement du territoire;
- demande au gouvernement du Québec de confier au BAPE un mandat d'enquête et d'audience publique portant sur l'état des lieux concernant la gestion des matières dangereuses résiduelles.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

2025-03-107

4.2 - Demande de Jeunes en santé.

Attendu que Jeunes en santé organise à nouveau le Défi des semelles et cet événement permettra aux citoyens et citoyennes de se côtoyer dans un esprit de fête et de venir encourager en grand nombre les coureurs et marcheurs;

Attendu que le Défi des semelles est adapté à tous les âges et à tous les niveaux, et la coordonnatrice, madame Marie-Noëlle Folco de Jeunes en santé, souhaiterait tenir l'évènement au centre sportif d'Acton Vale, le dimanche 1er juin 2025;

Attendu qu'afin que l'évènement puisse avoir lieu, Jeunes en santé aurait besoin des éléments suivants :

- Contribution financière de 2 000\$;
- Utilisation du nom et du logo du Défi des semelles;
- 15 barrières de foule;
- 150 cônes;
- L'entrée du Complexe multisports Desjardins pour l'accueil des coureurs et bénévoles;
- Les vestiaires du Complexe;
- 10 tables;
- 40 chaises;
- 2 petits chapiteaux de la ville (10x10);

Attendu que madame Folco soumet le trajet tel que la rue Martel, 1ere Avenue, Cardin, Bélair, 4e Avenue, 4e Rang, Florence, Richard et 3e Avenue;

En conséquence, la conseillère Annie Gagnon propose, appuyée par le conseiller Yves Arcouette et il est résolu :

Que la Ville d'Acton Vale autorise les demandes suivantes:

- Contribution financière de 2 000\$ ainsi que son paiement à Jeunes en Santé;
- Utilisation du nom et du logo du Défi des semelles;
- 15 barrières de foule;
- 150 cônes;
- L'entrée du Complexe multisports Desjardins pour l'accueil des coureurs et bénévoles;
- Les vestiaires du Complexe;
- 10 tables;
- 40 chaises;
- 2 petits chapiteaux de la ville (10x10).

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

4.3 - Demande de contribution financière pour le 50e anniversaire du RCPEM.

Le Regroupement des centres de la petite enfance de la Montérégie (RCPEM) sollicite une contribution financière à la Ville d'Acton Vale, afin de faire de leur 50e anniversaire un évènement marquant, valorisant l'engagement de tous ceux qui participent à la qualité des services offerts aux familles de la Montérégie.

Le conseil en prend acte.

2025-03-108

4.4 - Invitation à la 30e dégustation vins et fromages organisée par les Chevaliers de Colomb.

La conseillère Annie Gagnon propose, appuyée par le conseiller Raymond Bisailon et il est résolu d'autoriser une dépense d'un montant de 195 \$ ainsi que son paiement aux Chevaliers de Colomb – Conseil 2825-14 Acton Vale, pour l'achat de trois (3) billets au coût de 65.00 \$ chacun, pour assister à la « Dégustation vins et fromages » qui aura lieu le 29 mars 2025 au Centre de Bénévolat d'Acton Vale.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

5 - CONSEIL

5.1 - Résolution pour autoriser des dépenses effectuées par des conseillers (ères) ainsi que le paiement de ces dépenses.

Aucune dépense

2025-03-109

5.2 - Demande d'exemption des taxes foncières présentée à la Commission municipale du Québec par Ressources-Femmes.

Attendu que Ressources-Femmes a soumis, auprès de la Commission municipale du Québec, une demande de reconnaissance aux fins d'exemption des taxes foncières pour l'immeuble situé au 1004-1006, rue Daigneault à Acton Vale, le 26 février 2025;

Attendu que Ressources-Femmes a obtenu, le 28 juin 2017, une reconnaissance aux fins de l'exemption de taxes pour l'immeuble situé au 1018 rue Daigneault à Acton Vale;

Attendu que conformément à l'article 243.23 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, la Commission municipale du Québec doit consulter la municipalité pour connaître son opinion à l'égard de cette demande de reconnaissance;

En conséquence, le conseiller Bruno Lavallée propose, appuyé par la conseillère Johanne Joannette et il est résolu:

Que la Ville d'Acton Vale soit favorable à reconnaître, aux fins d'exemption des taxes foncières, l'immeuble situé au 1004-1006 rue Daigneault à Acton Vale et dont Ressources-Femmes est le seul utilisateur.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

6 - RAPPORTS MENSUELS

6.1 - Dépôt du rapport du service incendie

Rapport du Service incendie.

Le conseil prend acte.

7 - RAPPORTS DES DÉPARTEMENTS RELATIVEMENT AUX ACHATS MUNICIPAUX

- 7.1 Greffe municipal et Cour municipale
- 7.2 Services culturels et sportifs
- 7.3 Travaux publics
- 7.4 Direction générale
- 7.5 Bibliothèque municipale
- 7.6 Urbanisme
- 7.7 Trésorerie
- 7.8 Incendie
- 7.9 Traitement de l'eau et épuration des eaux
- 7.10 Ressources humaines

Le conseil prend acte.

8 - DIRECTION GÉNÉRALE

2025-03-110

8.1 - Octroi de contrat de gré à gré - Caractérisation environnementale des sols - route Tétreault.

Attendu que le règlement 015-2024 concernant la gestion contractuelle prévoit, notamment, comme mesure de rotation, la possibilité pour la Ville de procéder à un appel d'intérêts afin de connaître les fournisseurs susceptibles de répondre à ses besoins;

Attendu que la Ville a lancé un appel d'intérêts auprès de 4 fournisseurs susceptibles de répondre à ses besoins, pour les services professionnels de caractérisation environnementale des sols et de la qualité des matériaux granulaires relatifs aux travaux de réhabilitation de la route Tétreault;

Attendu que le fournisseur ayant soumis le prix le plus bas est Labo Montérégie et que les exigences, ainsi que les conditions soumises, sont jugées conformes;

En conséquence, la conseillère Johanne Joannette propose, appuyée par le conseiller Raymond Bisailon et il est résolu:

D'autoriser l'octroi du contrat de gré à gré à *Labo Montérégie*, selon les prix unitaires et forfaitaires, pour un montant total de 18 355.41 \$, taxes en sus;

D'autoriser une dépense de 18 355.41 \$ plus taxes ainsi que son paiement, à *Labo Montérégie*, pour les services professionnels de caractérisation environnementale des sols et de la qualité des matériaux granulaires relatifs aux travaux de réhabilitation de la route Tétreault.

De financer cette dépense par le programme d'aide à la voirie locale (PAVL) volet Redressement - Sécurisation pour 80 % de la dépense nette, soit 15 416.71 \$ et le solde de 3 854.18 \$ par l'excédent de fonctionnements non affecté.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

2025-03-111

8.2 - Octroi de contrat de gré à gré - Étude d'évaluation de la sécurité du barrage du Moulin.

Attendu que l'article 6.2 du règlement 015-2024 concernant la gestion contractuelle de la Ville d'Acton Vale permet d'octroyer, de gré à gré, un contrat encourant une dépense égale ou supérieure à 25 000 \$, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publiques, en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes*, après avoir obtenu au préalable l'autorisation du Conseil municipal;

Attendu la demande de la direction générale, afin d'autoriser l'octroi du contrat en utilisant le mode de passation gré à gré;

En conséquence, la conseillère Annie Gagnon propose, appuyée par le conseiller Bruno Lavallée et il est résolu:

D'autoriser l'octroi du contrat de gré à gré pour l'étude d'évaluation de la sécurité du barrage du Moulin (X0005763) à *WSP Canada Inc.*;

D'autoriser une dépense de 68 200 \$, plus taxes, ainsi que son paiement à *WSP Canada Inc.*;

De financer cette dépense à même l'excédent de fonctionnements affecté au montant de 57 298.37 \$ et le solde par l'excédent de fonctionnements non affecté;

D'autoriser le directeur général à signer tout document utile ou nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

9 - TRÉSORERIE

10 - GREFFE MUNICIPAL

2025-03-112

10.1 - Résolution pour autoriser le paiement d'une facture émise par BFL Canada / Protection des élus et C-21.

Attendu que la Ville d'Acton Vale a reçu la facture de la police d'assurance pour les municipalités aux fins de la protection de la réputation et de la vie privée des élus et des hauts fonctionnaires municipaux, ainsi que l'assurance remboursement des frais juridiques relatifs à la responsabilité pénale découlant d'un accident de travail;

En conséquence, la conseillère Pierrette Lajoie propose, appuyée par le conseiller Raymond Bisailon et il est résolu :

D'autoriser une dépense d'un montant de 2 593.03 \$, taxes incluses, ainsi que son paiement, à BFL pour la police d'assurance pour les municipalités aux fins de la protection de la réputation et de la vie privée des élus et des hauts fonctionnaires municipaux ainsi que l'assurance remboursement des frais juridiques relatifs à la responsabilité pénale découlant d'un accident de travail, pour la période du 31 mars 2025 au 31 mars 2026.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

11 - RESSOURCES HUMAINES

2025-03-113

11.1 - Résolution pour autoriser madame Vicky Lessard, au nom de la Ville, à présenter une demande de permis pour la vente de boissons alcoolisées à la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec.

Attendu que la journée familiale aura lieu le 8 juin 2025, dans le cadre de la semaine de la municipalité;

Attendu que la Ville d'Acton Vale prévoit la vente de boissons alcoolisées pour cette activité;

Attendu qu'une demande de permis pour la vente de boissons alcoolisées doit être présentée à la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec;

En conséquence, le conseiller Yves Arcouette propose, appuyé par la conseillère Pierrette Lajoie et il est résolu d'autoriser la directrice Ressources humaines et directrice générale adjointe à présenter une demande de permis pour la vente de boissons alcoolisées, à la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec, pour la tenue de la journée familiale du 8 juin 2025.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

12 - COUR MUNICIPALE

13 - BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE

14 - TRAVAUX PUBLICS

2025-03-114

14.1 - Octroi de contrat de gré à gré - Fourniture d'une camionnette F-250, année 2025.

Attendu que le règlement 015-2024 concernant la gestion contractuelle prévoit, notamment, comme mesure de rotation, la possibilité pour la Ville de procéder à un appel d'intérêts afin de connaître les fournisseurs susceptibles de répondre à ses besoins;

Attendu que la Ville a lancé un appel d'intérêts auprès de 3 fournisseurs susceptibles de répondre à ses besoins, pour l'acquisition d'une camionnette F-250;

Attendu que le fournisseur ayant soumis le prix le plus bas est *Automobile J.P. Yergeau*, et que les exigences ainsi que les conditions soumises sont jugées conformes;

En conséquence, le conseiller Bruno Lavallée propose, appuyé par le conseiller Yves Arcouette et il est résolu:

D'autoriser l'octroi du contrat de gré à gré à *Automobile J.P. Yergeau*, selon le prix unitaire, pour un montant total de 59 069 \$, taxes en sus;

D'autoriser une dépense de 59 069 \$ plus taxes, ainsi que son paiement, à *Automobile J.P. Yergeau* pour l'achat d'une camionnette F-250, année 2025;

De financer cette dépense à même le fonds de roulement et de le rembourser sur une période de 5 ans.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

15 - LOISIRS

2025-03-115

15.1 - Résolution pour autoriser une dépense et désigner les signataires du protocole d'entente à intervenir avec le club de Baseball Senior d'Acton Vale, édition 2025.

Le conseiller Yves Arcouette propose, appuyé par la conseillère Johanne Joannette et il est résolu :

D'autoriser une dépense d'un montant de 4 500 \$, ainsi que son paiement, au Club de Baseball Senior d'Acton Vale, édition 2025. De plus, une somme additionnelle de 1 000 \$ sera versée, conditionnellement à la tenue de la journée promotionnelle de la Ville d'Acton Vale, dans le cadre de la Semaine de la municipalité;

D'autoriser le directeur des Services culturels et sportifs ainsi que le directeur général de la Ville à signer, pour et au nom de la Ville, le protocole d'entente à intervenir avec le Club de Baseball Senior d'Acton Vale, édition 2025.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

16 - TRAITEMENT ET ÉPURATION DES EAUX USÉES

2025-03-116

16.1 - Octroi de contrat de gré à gré - Modernisation du poste de remplissage d'eau potable pour les citernes.

Attendu que l'article 6.2 du règlement 015-2024 concernant la gestion contractuelle de la Ville d'Acton Vale permet d'octroyer de gré à gré un contrat encourant une dépense égale ou supérieure à 25 000 \$, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjudgé qu'après une demande de soumissions publiques, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes, après avoir obtenu au préalable l'autorisation du Conseil municipal;

Attendu la demande du Service du traitement des eaux, afin d'autoriser l'octroi du contrat en utilisant le mode de passation gré à gré;

En conséquence, la conseillère Pierrette Lajoie propose, appuyée par le conseiller Bruno Lavallée et il est résolu:

D'autoriser l'octroi du contrat de gré à gré pour la modernisation du poste de remplissage d'eau potable à *CDEDQ*;

D'autoriser une dépense d'un montant de 38 950 \$, plus taxes, ainsi que son paiement, à *CDEDQ*;

De financer cette dépense à même les fonds de roulement et de le rembourser sur une période de 5 ans;

D'autoriser l'assistant du Service de traitement des eaux à signer tout document utile ou nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

17 - INCENDIE

18 - AMÉNAGEMENT ET URBANISME

18.1 - Dépôt du procès-verbal du Comité Consultatif d'Urbanisme.

Dépôt du procès-verbal du 4 mars 2025, du Comité Consultatif d'Urbanisme.

Le conseil en prend acte.

2025-03-117

18.2 - Résolution pour mandater la MRC d'Acton afin que soit rédigé un projet de règlement concernant les logements accessoires autorisés sur le territoire de la Ville d'Acton Vale.

Attendu qu'à la suite de l'adoption, le 21 août 2024, du projet de Loi 31, incluant entre autres l'article 94, permettant de plein droit l'aménagement d'un logement accessoire dans un bâtiment principal résidentiel;

Attendu que la Ville d'Acton Vale souhaite intégrer ces nouvelles dispositions législatives à la réglementation municipale existante, en vertu de certaines conditions;

Attendu que divers aspects de la réglementation ont été analysés et des orientations ont été retenues, telles que :

Partie du territoire assujettie :

- Périmètre urbain (zone blanche);
 - Secteurs desservis par les services d'aqueduc et d'égout;
 - Secteurs partiellement desservis;
 - Secteurs non desservis;
- Secteur rural (zone verte);

Afin d'éviter toute forme de discrimination, l'ensemble du territoire de la municipalité devra être assujetti aux nouvelles dispositions réglementaires permettant l'ajout d'un logement accessoire;

Types de logements accessoires autorisés :

- Logement accessoire à une résidence unifamiliale.
- Logement accessoire à l'intérieur d'un bâtiment complémentaire détaché de la résidence.
- Logement accessoire à une résidence unifamiliale où s'exerce un usage commercial complémentaire à l'habitation.

L'aménagement d'un logement accessoire sera autorisé à condition qu'il soit situé à l'intérieur d'une résidence unifamiliale, d'un bâtiment accessoire annexé à une résidence unifamiliale ou à l'intérieur d'un agrandissement annexé à une résidence unifamiliale;

La cohabitation d'un usage commercial complémentaire à l'habitation et d'un logement accessoire à l'intérieur d'une même résidence unifamiliale;

Normes générales à respecter :

- *Implantation advenant un agrandissement de la résidence;*
 - Localisation autorisée (ex. : cour arrière ou latérale);
 - Marge de recul à respecter;
 - Emprise au sol du bâtiment principal (ex. : maximum 40 % de la superficie totale du terrain);
- *Architecture du bâtiment;*
 - L'aménagement du logement est-il autorisé au sous-sol, au rez-de-chaussée et/ou à l'étage;
 - Localisation de l'entrée principale du logement accessoire;
 - Style architectural et matériaux de revêtement extérieur advenant un agrandissement du bâtiment existant;
 - Obligation d'avoir une porte communicante entre les logements comme pour les logements deux générations;
 - Application du Code de construction (ex. : séparation coupe-feu entre les logements);
 - Desserte en électricité (nombre d'entrées électriques permises);
- *Normes de stationnement;*
 - Nombre de cases de stationnement requis;
 - Localisation des cases;
 - Nombre d'entrées charretières autorisées;

Au niveau des normes générales d'implantation, il est retenu de s'en remettre aux normes présentement applicables en vertu des grilles d'usages et des normes pour chacune des zones concernées;

Concernant l'architecture des bâtiments, il est retenu d'appliquer le *Code de construction* dans son intégralité et de permettre l'aménagement d'un logement à tous les niveaux de plancher. Toutefois, dans le cas d'un logement prévu au deuxième étage, il sera obligatoire d'aménager un escalier intérieur; aucun escalier extérieur ne sera autorisé, qu'il soit couvert ou non;

L'aménagement d'un logement accessoire devra s'intégrer à l'architecture de la résidence afin de conserver l'aspect général propre à une résidence unifamiliale. Toute porte d'entrée du logement accessoire devra être située sur les parties latérales ou arrière de la résidence;

Il ne sera pas obligatoire d'avoir une porte communicante entre les logements et une entrée électrique distincte pourra desservir le nouveau logement accessoire;

Toute demande de permis concernant un projet de modification d'un bâtiment pour l'ajout d'un logement accessoire devra obligatoirement être accompagnée de plans techniques réalisés par un professionnel reconnu;

Pour ce qui est des normes de stationnement, la réglementation de zonage municipale applicable actuellement devra être appliquée pour déterminer le nombre de cases requises ainsi que les modalités d'aménagement de l'aire de stationnement;

Raccordement aux infrastructures d'aqueduc et d'égout :

L'ajout de branchement supplémentaire sur le réseau de la Ville pour l'aménagement d'un logement accessoire sera prohibé. Le raccordement aux infrastructures municipales devra être fait à partir de la desserte existante à l'intérieur des limites du lot visé par la demande;

Rôle d'évaluation et taxation :

Il est proposé de voir à ce que l'unité de logement soit comptabilisé, afin que la taxation soit applicable au même titre que s'il s'agissait d'une résidence bifamiliale. De ce fait, une adresse distincte devra être attribuée au logement accessoire;

En conséquence, la conseillère Annie Gagnon propose, appuyée par la conseillère Johanne Joannette et il est résolu :

De mandater le Service d'urbanisme de la MRC d'Acton, afin de rédiger un projet de règlement applicable aux logements accessoires et de voir à ce qu'il soit intégré au règlement de zonage municipal no.069-2003.

Adopté à l'unanimité des conseillers présents.

2025-03-118

18.3 - Résolution pour mandater la MRC d'Acton afin d'apporter une modification au règlement de zonage 069-2003 (zones 137 et 138).

... La conseillère Pierrette Lajoie quitte son siège.

Attendu que la Ville a reçu, de la compagnie Le Domaine du Stade S.E.N.C., une demande de modification du règlement de zonage 069-2003, afin que soit revu le découpage des zones municipales 137 et 138;

Attendu qu'à la suite d'une recommandation du CCU, un professionnel a été mandaté pour procéder à une étude de capacité des infrastructures municipales actuelles pour la validation du diamètre des branchements de services des bâtiments, de la mise à jour des débits sanitaires générés par les logements supplémentaires et à la validation de la capacité des bassins de rétention en fonction des nouvelles surfaces d'imperméabilisation;

Attendu que la Ville désire modifier le règlement de zonage municipal numéro 069-2003, afin de revoir le découpage des zones municipales 137 et 138 pour

créer une nouvelle zone qui regrouperait les lots 6 603 854 à 6 603 863 inclusivement, ainsi que le lot 6 617 009 (bassin de rétention);

En conséquence, la conseillère Annie Gagnon propose, appuyée par le conseiller Yves Arcouette et il est résolu :

De mandater le Service de l'aménagement de la MRC d'Acton à préparer un projet de règlement de modification du règlement de zonage no. 069-2003, afin de revoir le découpage des zones municipales 137 et 138 pour créer une nouvelle zone qui regrouperait les lots 6 603 854 à 6 603 863 inclusivement ainsi que le lot 6 617 009 (bassin de rétention).

Dans cette nouvelle zone, seuls les usages suivants pourraient être autorisés :

Habitation :

- Classe C-1 (habitation multifamiliale de 4 à 8 logements limitée à une hauteur de deux étages).

Public et institutionnel :

- Classe B (parcs, équipements récréatifs).
- Classe C (équipement public limité aux stations de pompage).
- Classe D (infrastructures publiques).

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

... La conseillère Pierrette Lajoie reprend son siège.

19 - VARIA

2025-03-119

19.1 - Vote de félicitations à madame Lise Desmarais-Trahan et aux membres organisateurs du club Lions

La conseillère Annie Gagnon propose et il est unanimement résolu de féliciter madame Lise Desmarais-Trahan pour sa nomination « Personnalité Bénévole de l'année » qui a eu lieu le 15 mars 2025 ainsi que les membres organisateurs du club Lions pour l'organisation du Gala distinction.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

20 - PÉRIODE DE QUESTIONS

La période de questions débute à 20 h 17.

M. Frédérick Landry	Pose des questions concernant le projet de règlement relatif aux logements accessoires.
---------------------	---

Aucune question n'étant formulée, la période de questions se termine donc à 20 h 25.

21 - CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

Le conseiller Bruno Lavallée propose et il est unanimement résolu de lever l'assemblée à vingt heures et vingt-cinq minutes (20; 25).

Éric Charbonneau
Maire

Claudine Babineau, OMA
Greffière

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ DE CRÉDIT

Je, Maryse Hamel, CPA, trésorière, certifie par la présente que la Ville d'Acton Vale dispose des crédits budgétaires et extra-budgétaires suffisants pour les fins auxquelles les dépenses décrites au présent procès-verbal sont projetées.

Maryse Hamel
Trésorière

Date